



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/27062025/17

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250627-2706202557-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/07/2025

Publication : 04/07/2025



DÉLIBÉRATIONS

Le 27 juin 2025 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Mme Madame Elisabeth ALAZARD
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES,
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

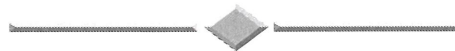
Étaient excusées :

Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Katherine COEUFF,

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 20 juin 2025



DÉLIBÉRATIONS

17 CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX A L'AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES EMPLOIS DE PROXIMITE (A.D.E.P.) - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) souhaite renforcer l'accompagnement des usagers et améliorer l'accès à l'emploi de toutes les personnes confrontées à une exclusion du marché de l'emploi. Dans cette dynamique, les orientations du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) déployé par l'A.D.E.P. s'inscrivent en cohérence avec le développement de l'offre de service au sein du C.C.A.S.

Afin de s'appuyer sur ce partenaire dédié, le C.C.A.S souhaite mettre à disposition de l'A.D.E.P., un bureau et des moyens matériels afin d'assurer des permanences d'information et d'accompagnement à l'emploi de proximité.

Cette convention a pour objet d'établir les conditions d'occupation de ces locaux au sein du C.C.A.S. de Rouen, 2 rue de Germont.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser M. le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer les conventions de mise à disposition de locaux.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques,

VU la Convention de mise à disposition de locaux à l'A.D.E.P., ci annexée,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen porte une politique en faveur de l'insertion socio-professionnelle,

CONSIDÉRANT que l'A.D.E.P., est une association à but non lucratif qui, par sa mission de déploiement du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, concourt à la satisfaction d'un intérêt général,

CONSIDÉRANT, que l'autorisation d'occupation du domaine public est délivrée gratuitement dans le cadre de la satisfaction d'un intérêt général,

CONSIDÉRANT, que la mise en place de permanences au sein du C.C.A.S., permet à l'A.D.E.P. de renforcer son partenariat avec les services et d'être en proximité avec les habitants les plus fragiles.

DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve les termes de la convention de mise à disposition de locaux au profit de l'A.D.E.P., ci annexée et autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention prenant effet à sa date de signature pour une durée de 5 ans sans tacite reconduction dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.